

Questions orales

Nous voulions le faire pour éviter le genre de récession profonde que nous avons connue en 1981-1982, récession qui avait fait monter le taux d'inflation à 13 et 13,5 p. 100, et les taux d'intérêt, à 22 ou 23 p. 100.

Ce qui est encourageant, c'est que nous avons élaboré un plan de relance fondé sur la réduction des taux d'intérêt, plan qui nous aidera dans notre lutte contre l'inflation. Les taux d'intérêt ont baissé de 5 p. 100 au cours de la dernière année. L'emploi est à la hausse. La confiance des consommateurs, des investisseurs et des entreprises est meilleure. Les mises en chantier augmentent, de même que les ventes de maisons. Statistique Canada croit que la récession a atteint son plus bas niveau.

Il y a des signes positifs qui nous montrent que l'économie reprend son élan. Il est important que la relance nous assure une croissance économique durable et des prix stables, et c'est ce que nous voulons tous.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, les données publiées aujourd'hui par Statistique Canada montrent clairement que le nombre des prestataires d'assurance-chômage est sensiblement plus élevé qu'au cours des mois de février et de mars. Par conséquent, je ne vois pas comment le ministre peut dire qu'un net revirement de situation est en train de se produire.

Quels nouveaux programmes le gouvernement entend-il mettre sur pied afin de remédier au grave problème du chômage au pays?

Je vous donne un exemple. Hier, les Travailleurs unis de l'automobile et la société Chrysler ont conclu une entente originale qui favorise les investissements et la création d'emplois. Cette initiative constitue un message clair aux investisseurs étrangers et canadiens qu'il est possible de créer des emplois au Canada.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le gouvernement transmettra-t-il ce message positif, tant au Canada qu'à l'étranger, et encouragera-t-il d'autres entreprises à prendre le même genre d'initiative, afin de favoriser la création d'emplois au pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je remercie le chef du Nouveau Parti démocratique de poser une question très constructive.

En effet, nous devrions tous nous réjouir de l'entente qui a été conclue entre Chrysler et le Syndicat canadien des travailleurs unis de l'automobile. C'est précisément le genre de collaboration qui est nécessaire pour devenir plus compétitif et productif et favoriser l'adaptation et la restructuration de l'industrie.

Cette question n'intéresse pas uniquement le gouvernement. Elle concerne tous les Canadiens. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie poursuit actuellement une mission en ce sens. Il présentera un document de travail portant sur toutes les questions liées à la compétitivité de l'industrie canadienne, tant au pays qu'à l'étranger. Je remercie la députée de son appui. Je pense que ce genre de collaboration et de solidarité nous permettront de remédier à ce problème.

Quant à son observation au sujet des statistiques pour les mois de février et de mars, je rappelle à la députée que les données d'avril font état d'une certaine amélioration. Je pense que les chiffres auxquels ma collègue a fait allusion appartiennent au passé.

* * *

LE PORT DE HALIFAX

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, le ministre des Pêches a déclaré lundi que la crise du port de Halifax était imputable à une capacité excessive de transport maritime dans l'Atlantique-Nord et non à l'inaction du gouvernement.

Le ministre des Transports conviendrait-il que c'est la capacité excessive des Américains et leurs tarifs-marchandises plus concurrentiels qui privent Halifax de sa clientèle? S'engagera-t-il à rétablir immédiatement les subventions aux ports de l'Atlantique?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je comprends fort bien les inquiétudes de la députée au sujet du port de Halifax. Elle peut avoir la certitude que nous ferons tout en notre pouvoir pour que ce port achemine sa part des marchandises expédiées en provenance et à destination du Canada. En fait, la ministre d'État aux Transports, qui doit être à Halifax aujourd'hui et demain, a été priée de rencontrer les autorités portuaires, afin de discuter de l'aide que le Canada pourrait apporter. Par le passé, les autorités de ce port ont toujours cherché de nouveaux moyens pour faire en sorte que le port tourne à pleine capacité.